

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion porte sur notre situation financière et nos résultats opérationnels au 30 juin 2011 et pour le trimestre (deuxième trimestre) et le semestre (cumul depuis le début de l'exercice) clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes les accompagnant pour la période close le 30 juin 2011 (états financiers intermédiaires), et les états financiers annuels audités et le rapport de gestion de Placements Bell Aliant Communications régionales, société en commandite (Placements Bell Aliant, s.e.c.) pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Tous les montants du présent document, sauf indication contraire, sont en millions de dollars canadiens. Nos états financiers intermédiaires, y compris l'information pour la période correspondante présentée dans ce document, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers annuels de Placements Bell Aliant, s.e.c. ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada).

Le 1^{er} janvier 2011, le Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales (le Fonds) a achevé sa conversion, passant d'une structure de fiducie de revenu à celle de société par actions (la conversion). Bell Aliant Inc. est la société qui a succédé au Fonds. Dans le cadre de la conversion, Placements Bell Aliant, s.e.c. a été dissoute et certaines de ses filiales et sociétés affiliées ont fusionné. Bell Aliant Communications régionales inc. (Bell Aliant, commandité) est la société qui a succédé à Placements Bell Aliant, s.e.c. Dans ce document, sauf indication contraire ou incompatibilité avec le contexte, toute utilisation des termes « nous » et « nos/notre » fait référence à Bell Aliant, commandité et à ses filiales pour 2011 ainsi qu'à Placements Bell Aliant, s.e.c. et à ses filiales pour les périodes précédant le 1^{er} janvier 2011.

Des renseignements additionnels à notre égard et à l'égard de Bell Aliant Inc., y compris les notices annuelles et les autres rapports financiers récents, se trouvent sur le site Web de Bell Aliant Inc., à l'adresse www.bellaliant.ca. Ces documents et d'autres documents d'information continue se trouvent également à l'adresse www.sedar.com.

Informations prospectives

Le présent rapport de gestion est daté du 27 juillet 2011 et il contient des informations prospectives qui ont trait à notre situation financière et à nos résultats opérationnels futurs ainsi qu'aux événements et circonstances futurs prévus, particulièrement ceux décrits aux rubriques « Besoins en liquidités », « Modifications réglementaires », « Cibles révisées pour 2011 » et « Modifications futures des méthodes comptables ». Ces informations prospectives ont pour but de fournir au lecteur des renseignements sur nos attentes, nos plans et nos priorités pour l'exercice 2011 et pour les périodes futures. Les lecteurs sont avisés que l'utilisation de ces informations à d'autres fins peut ne pas être appropriée. Ces informations sont fondées sur nos estimations quant aux marchés sur lesquels nous exerçons des activités, ainsi que sur nos opinions et hypothèses relatives à ces marchés. Sauf indication contraire, les informations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion décrivent nos attentes au 27 juillet 2011. Dans certains cas, les informations prospectives peuvent être décelées par l'utilisation de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « chercher à », « avoir l'intention de » et d'autres termes semblables ainsi que de temps et de modes comme le futur et le conditionnel.

Ces informations comportent des risques et des incertitudes importants qui sont difficilement prévisibles ainsi que des hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Certains des facteurs de risque pouvant amener les résultats ou les événements à différer de manière importante des prévisions actuelles comprennent, sans s'y limiter, l'intensification de la concurrence; la capacité de la direction à mettre en œuvre des stratégies et des plans, notamment l'expansion de la technologie de la fibre optique jusqu'au domicile et la gestion de notre structure de coûts; la conjoncture économique générale; l'évaluation des régimes de retraite et les risques liés aux placements; la dépendance envers les systèmes; l'évolution de la technologie; les charges opérationnelles et les dépenses d'investissement requises; la demande pour nos produits et

services; nos relations d'affaires avec BCE Inc. (BCE) et Bell Canada, y compris la répartition des occasions d'affaires; l'évolution de la réglementation; la dépendance envers des fournisseurs clés; le maintien des cotes de crédit; les clauses restrictives et celles relatives à l'effet de levier; les droits de gouvernance de BCE; la dépendance à l'égard du personnel clé et les relations de travail, y compris les exigences en matière de poursuite efficace des activités; les éventualités de nature juridique et les modifications apportées aux lois, y compris en matière de respect de la vie privée et de sécurité des renseignements concernant les clients; la réussite des acquisitions et des cessions ainsi que les risques en matière de fiscalité. Certains de ces facteurs de risque sont dans une grande mesure indépendants de notre volonté. En outre, nous avons formulé un certain nombre d'hypothèses relativement aux informations prospectives dans ce rapport de gestion, notamment en ce qui a trait à l'économie canadienne, aux marchés, et aux résultats opérationnels et financiers. Se reporter à la rubrique «Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives et risques pouvant avoir une incidence sur nos activités et nos résultats» du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails sur ces hypothèses et facteurs de risque, entre autres.

Si l'un de ces facteurs de risque avait une incidence imprévue sur nous, ou si les hypothèses sous-jacentes aux informations prospectives se révélaient inexactes, les résultats ou événements réels pourraient différer considérablement des résultats ou des événements prévus. Sauf indication contraire, les informations prospectives ne tiennent pas compte de l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des opérations ou des éléments non récurrents ou exceptionnels annoncés ou se produisant une fois que les informations ont été fournies. Toutes les informations prospectives contenues dans le présent document et les documents dont il est fait mention dans le présent document sont fournies sous réserve de la présente mise en garde. Rien ne garantit que les résultats ou les faits que nous avons prévus se réaliseront ou, même s'ils se réalisent en quasi-totalité, qu'ils auront les conséquences prévues. Sauf dans la mesure où les lois canadiennes sur les valeurs mobilières l'exigent, nous n'avons pas l'intention de mettre à jour ni de réviser ces déclarations prospectives et nous ne nous engageons aucunement à les mettre à jour ni à les réviser, même si de nouveaux renseignements devenaient disponibles par suite d'événements futurs, ou pour toute autre raison. Le lecteur ne doit pas se fier sans réserve aux informations prospectives.

Se reporter également à la rubrique «Gestion des risques» du rapport de gestion du Fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, ainsi qu'aux rubriques «Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives» et «Risques pouvant avoir une incidence sur nos activités et nos résultats» de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, lesquels se trouvent aux adresses www.bellaliant.ca et www.sedar.com.

NOS ACTIVITÉS

Nous sommes l'un des plus grands fournisseurs nord-américains de services de communications régionales et nous servons notre clientèle depuis plus d'un siècle. Grâce à nos services *FibreOP^{MC}*, nous sommes la première société au Canada à avoir déployé la technologie de la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) dans une ville entière. Nous offrons une gamme complète de services d'information et de communication et de services technologiques novateurs, dont des services de transmission de la voix et de données, des services Internet, des services de télévision, des services de vidéo, des services sans fil et des solutions d'affaires à valeur ajoutée à nos clients dans six provinces canadiennes.

Nos principales activités sont exercées par nos trois sociétés en commandite en exploitation, Bell Aliant Communications régionales, société en commandite (Bell Aliant, s.e.c.), Télébec, société en commandite (Télébec) et NorthernTel, société en commandite (NorthernTel). Nous consolidons ces sociétés en commandite ainsi que d'autres sociétés en commandite et sociétés filiales dans nos états financiers. Nous exerçons nos activités au sein d'un seul secteur à présenter, ce qui traduit la façon dont nous sommes organisés et gérés aux fins de la planification et de l'évaluation du rendement ainsi que de la prise de décisions en matière de répartition des ressources.

CONVERSION EN SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

Le 1^{er} janvier 2011, le Fonds a achevé sa conversion, passant d'une structure de fiducie de revenu à celle de société par actions, laquelle société se nomme Bell Aliant Inc.

Les porteurs de parts du Fonds ont reçu une action ordinaire de Bell Aliant Inc. pour chaque part du Fonds détenue; par conséquent, leur pourcentage de participation dans Bell Aliant Inc. est, dans les faits, demeuré inchangé à l'issue de la conversion. Les transactions liées à la conversion ont été comptabilisées à la valeur comptable, puisqu'il n'y a pas eu de changement de propriété ou de contrôle notable. BCE et Bell Canada conservent également les mêmes droits de gouvernance ainsi que le même pourcentage de participation dans Bell Aliant Inc. que ceux qu'ils avaient dans le Fonds (comme s'il avait été converti) avant la conversion.

Pour des renseignements supplémentaires, se reporter à nos états financiers intermédiaires et à notre rapport de gestion pour le trimestre (premier trimestre) clos le 31 mars 2011.

REVUE DU DEUXIÈME TRIMESTRE

La mise à exécution ciblée de nos priorités stratégiques a occasionné une variation positive de nos produits en 2011. Nos produits tirés des services Internet, des services de télévision et des services sans fil demeurent à la hausse, tandis que la baisse des produits tirés de nos services de transmission de la voix et de données traditionnels a ralenti par rapport aux résultats enregistrés au cours des exercices récents. La tendance des produits opérationnels pour notre marché résidentiel de l'Atlantique, qui était à la baisse pendant une certaine période de temps, a continué de s'améliorer. Nous avons continué d'établir de façon proactive une nouvelle structure de coûts afin d'atténuer l'incidence sur le BAIIA des baisses des produits et de préserver de solides marges du BAIIA. Par ailleurs, nous nous sommes davantage concentrés sur la gestion du fonds de roulement de manière à améliorer les flux de trésorerie. Ensemble, ces réalisations ont contribué à ce que nous puissions générer des flux de trésorerie disponibles de 190,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2011. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats opérationnels pour le deuxième trimestre de 2011 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

Sommaire des résultats opérationnels

Pour les périodes closes les 30 juin (en millions de dollars, sauf indication contraire)	T2			Cumul depuis le début de l'exercice		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Produits opérationnels	692,6 \$	700,1 \$	(1,1)	1 374,2 \$	1 388,8 \$	(1,1)
BAIIA ¹	333,5 \$	343,0 \$	(2,8)	662,8 \$	681,7 \$	(2,8)
Marge du BAIIA ¹	48,2 %	49,0 %	(1,7)	48,2 %	49,1 %	(1,7)
Résultat opérationnel	175,6 \$	163,8 \$	7,2	346,6 \$	320,6 \$	8,1
Résultat net lié aux activités poursuivies	87,4 \$	71,0 \$	23,1	176,2 \$	319,0 \$	(44,8)
Perte nette liée aux activités abandonnées	(0,8)	(2,3)	(65,2)	(4,2)	(1,7)	n.s.
Résultat net	86,6 \$	68,7 \$	26,1	172,0 \$	317,3 \$	(45,8)

n.s. non significatif

1. Le BAIIA et la marge du BAIIA sont des mesures financières non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

Les produits opérationnels ont diminué de 1,1 %, ou 7,5 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 1,1 %, ou 14,6 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La diminution au deuxième trimestre découle des baisses des produits tirés des services locaux et d'accès et des services interurbains ainsi que des autres produits, qui n'ont été que partiellement contrebalancées par la croissance de nos produits tirés des services de données et

des services sans fil. La baisse des produits tirés des services de transmission de la voix est principalement imputable à la diminution du nombre de clients des services d'accès au réseau (SAR) en raison des pertes au profit des concurrents et d'une diminution du nombre de lignes principales, alors que les clients les substituent par les services sans fil et les services voix sur protocole Internet (voix sur IP). Les autres produits ont diminué, principalement en raison des ventes liées au sommet du G8 tenu en 2010, lesquelles ne se sont pas reproduites au cours de l'exercice courant. La croissance de notre clientèle des services Internet haute vitesse, de télévision sur IP et sans fil a contribué à l'augmentation des produits tirés de ces services, ainsi qu'à la hausse des produits moyens par client (PMC) découlant du passage à des services à valeur plus élevée et de l'établissement de tarifs ciblés.

Le BAIIA a diminué de 2,8 %, ou 9,5 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 2,8 %, ou 18,9 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La diminution du BAIIA découle essentiellement de la réduction des produits opérationnels et d'un changement dans la composition des produits opérationnels en faveur des produits à plus faible marge. Les économies effectuées grâce à nos initiatives d'approvisionnement et à nos efficacités opérationnelles en cours continuent d'atténuer en partie les pressions sur les coûts engagés en 2011 relativement à nos secteurs d'activité en croissance.

La marge du BAIIA s'est établie à 48,2 % au deuxième trimestre de 2011, une diminution de 0,8 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre de 2010. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, la marge du BAIIA a diminué de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 48,2 %, par rapport à la période correspondante de 2010.

Le résultat opérationnel a augmenté de 7,2 %, ou 11,8 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 8,1 %, ou 26,0 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La diminution du BAIIA a été contrebalancée par une baisse des amortissements qui reflète une diminution de nos actifs amortissables, principalement en raison de la perte de valeur comptabilisée relativement à certaines de nos immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée au quatrième trimestre de 2010 conjuguée à une diminution des coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts attribuable au calendrier des initiatives en matière de productivité.

Au deuxième trimestre de 2011, le résultat net a augmenté de 26,1 %, ou 17,9 M\$, par rapport au deuxième trimestre de 2010. Cette amélioration consiste en une hausse de 16,4 M\$ du résultat net lié aux activités poursuivies et en une réduction de 1,5 M\$ de la perte nette liée aux activités abandonnées. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, le résultat net a diminué de 145,3 M\$ par rapport à la période correspondante de 2010, résultat qui reflète une réduction de 142,8 M\$ du résultat net lié aux activités poursuivies et une augmentation de 2,5 M\$ de la perte nette liée aux activités abandonnées.

Pour le deuxième trimestre de 2011 et le cumul depuis le début de l'exercice 2011, le résultat net lié aux activités poursuivies n'est pas directement comparable à celui des périodes correspondantes de 2010 en raison de la conversion qui a eu lieu le 1^{er} janvier 2011. En 2010, le résultat net lié aux activités poursuivies incluait des profits et des pertes liés à la réévaluation à la juste valeur des parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c., ainsi que les distributions déclarées sur ces parts de société en commandite échangeables. La réévaluation et la distribution ne se sont pas reproduites en 2011, car les parts qu'elles visaient nous ont été transférées dans le cadre de la conversion et sont maintenant éliminées depuis la consolidation de Bell Aliant, s.e.c. De plus, la conversion a entraîné une hausse de la charge d'impôt sur le résultat en 2011, par rapport à 2010, ainsi qu'une augmentation du résultat assujetti à l'impôt.

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 0,8 M\$ au deuxième trimestre de 2011 et à 4,2 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, résultats qui reflètent essentiellement la perte après impôt à la vente de notre division xwave conclue le 1^{er} janvier 2011. Les activités abandonnées en 2010 reflétaient les résultats opérationnels de notre division xwave.

Flux de trésorerie disponibles

Le tableau suivant présente un rapprochement sommaire des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des flux de trésorerie disponibles, ainsi que des dividendes en espèces déclarés (des distributions déclarées en 2010) pour le deuxième trimestre de 2011 et le cumul depuis le début de l'exercice 2011 et les périodes correspondantes de 2010. Étant donné que nos activités soutiennent le versement de dividendes en espèces aux actionnaires de Bell Aliant Inc., les flux de trésorerie disponibles combinent notre rendement au chapitre des liquidités et celui de Bell Aliant Inc. Nous avons également inclus le résultat ajusté par action (RPA) de Bell Aliant Inc., car nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure significative pour évaluer notre rendement global.

Pour les périodes closes les 30 juin (en millions de dollars, sauf les montants par action)	T2			Cumul depuis le début de l'exercice		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	345,7 \$	306,6 \$	12,8	353,3 \$	457,6 \$	(22,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de Bell Aliant Inc.	(1,1)	(1,8)	(38,9)	(1,1)	(1,8)	(38,9)
Total des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	344,6	304,8	13,1	352,2	455,8	(22,7)
Dépenses d'investissement	(154,0)	(124,3)	23,9	(273,5)	(218,6)	25,1
Flux de trésorerie disponibles ¹	190,6 \$	180,5 \$	5,6	78,7 \$	237,2 \$	(66,8)
Cotisation forfaitaire aux régimes de retraite	-	-	n.s.	200,0	-	n.s.
Flux de trésorerie disponibles ¹ avant la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite	190,6 \$	180,5 \$	5,6	278,7 \$	237,2 \$	17,5
Dividendes/distributions en espèces déclaré(e)s sur les actions ordinaires/parts ²	108,2 \$	165,1 \$	(34,5)	216,4 \$	330,2 \$	(34,5)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées émises par une filiale	4,1 \$	-	n.s.	4,1 \$	-	n.s.
Résultat par action ajusté de Bell Aliant Inc. ¹	0,43 \$	n.s.	n.s.	0,87 \$	n.s.	n.s.

n.s. non significatif

1. Les flux de trésorerie disponibles et le résultat par action ajusté de Bell Aliant Inc. sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.
2. Les dividendes comprennent les montants déclarés par Bell Aliant Inc. à l'intention des actionnaires. Les distributions comprennent les montants déclarés par le Fonds à l'intention des porteurs de parts et par Bell Aliant, s.e.c. et Placements Bell Aliant, s.e.c. à l'intention de Bell Canada et de BCE sur les parts qui étaient échangeables en parts du Fonds.

Pour le deuxième trimestre de 2011, nous avons des flux de trésorerie disponibles de 190,6 M\$, en hausse de 10,1 M\$, ou 5,6 %, par rapport au deuxième trimestre de 2010. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons des flux de trésorerie disponibles de 78,7 M\$, comparativement à 237,2 M\$ pour la période correspondante de 2010. La diminution pour le cumul depuis le début de l'exercice est principalement imputable à la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite de 200,0 M\$ effectuée au premier trimestre de 2011. En tenant compte de ce montant, les flux de trésorerie disponibles avant la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite se chiffraient à 278,7 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, une augmentation de 41,5 M\$, ou 17,5 %, par rapport à la période correspondante de 2010. Les hausses des flux de trésorerie disponibles enregistrées pour le deuxième trimestre de 2011 et le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010 reflètent l'augmentation des flux de trésorerie découlant des variations du fonds de roulement et la réduction des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées, lesquelles ont été neutralisées en partie par la hausse des dépenses d'investissement. Pour de plus amples détails sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux activités d'investissement, se reporter à la rubrique « Gestion financière et du capital ».

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, Bell Aliant Inc. a déclaré des dividendes en espèces de 0,95 \$ par action ordinaire de Bell Aliant Inc. Ceci représente 78,8 % de nos flux de trésorerie disponibles combinés pour les actionnaires ordinaires, compte non tenu de la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite. Nous visons un ratio de distribution à long terme représentant de 75 % à 85 % des flux de trésorerie disponibles, et nous prévoyons atteindre cet objectif en 2011.

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010, les distributions en espèces déclarées dans le cadre de la structure de fiducie se sont établies à 139,2 % des flux de trésorerie disponibles combinés. Toutefois, les distributions versées dans le cadre de la structure de fiducie de revenu étaient évaluées en fonction des distributions déclarées en pourcentage des liquidités distribuables, qui diffèrent de notre mesure des flux de trésorerie disponibles.

Le RPA ajusté de Bell Aliant Inc. s'est établi à 0,43 \$ au deuxième trimestre de 2011 et à 0,87 \$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011. Lorsque nous avons calculé le résultat par action ajusté de Bell Aliant Inc., nous n'avons pas tenu compte de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux relations clients acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises antérieurs, car il touche des actifs qui ne seront pas, pour la plupart, remplacés au moyen de dépenses d'investissement futures. Une fois que ces actifs ont été achetés dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les autres coûts engagés relativement à l'acquisition de nouveaux abonnés, autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, et à la fidélisation des abonnés existants sont pris en compte dans les charges opérationnelles. Par conséquent, nous n'avons pas tenu compte de cet amortissement afin de fournir ce que nous estimons être un paramètre plus pertinent concernant le résultat par action. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

Changements au sein du conseil d'administration

Le 14 juin 2011, le mandat de M. Kevin Crull à titre de membre de notre conseil d'administration et des conseils d'administration de nos filiales en exploitation a pris fin, et M^{me} Martine Turcotte a été élue membre de ces conseils.

ÉTAT DE LA CONCURRENCE

Le contexte dans lequel nous exerçons nos activités est hautement concurrentiel, et les entreprises de câblodistribution demeurent notre plus importante menace sur le plan de la concurrence. Ces entreprises continuent d'élargir leur zone de couverture des services dans nos régions. À la fin du mois de juin 2011, le chevauchement de ces zones de couverture de la concurrence représentait environ 71 % des foyers de nos territoires, soit une hausse de 3 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. La concurrence demeure vive dans nos marchés. Les activités de nos concurrents visent à tirer parti de réductions des forfaits promotionnels, de campagnes de commercialisation et de canaux de distribution. Nous avons mis en œuvre des programmes dans tous nos marchés afin de demeurer concurrentiels, tout en continuant à offrir un service à la clientèle, un choix et des installations de la plus grande qualité à nos clients. Nous continuerons de nous concentrer sur la réalisation d'importants investissements dans la technologie de la fibre optique aux fins de l'élargissement de notre réseau FTTH, sur la promotion de nos forfaits à prix concurrentiels et sur l'offre à nos clients des produits les plus novateurs et de la technologie la plus avancée pour répondre à tous leurs besoins.

STRATÉGIE

Faits saillants des réalisations stratégiques au deuxième trimestre de 2011

Améliorer l'expérience client

Nous continuons de rechercher avant tout la qualité de l'expérience client. Nos principes de qualité de service sont au cœur de la mise en œuvre de notre stratégie. Au deuxième trimestre de 2011, nous avons continué de stimuler le rendement en nous efforçant avec constance et détermination de rendre plus facile pour nos clients de faire affaire avec nous, en respectant nos engagements et en faisant bien les choses dès la première tentative.

Fidéliser notre clientèle

Les forfaits jouent un rôle important dans notre stratégie visant à fidéliser la clientèle et à répondre à l'ensemble des besoins du foyer, car ils nous permettent de demeurer concurrentiels, en offrant une solution complète et intégrée de services de communications, de services Internet et de services de divertissement.

Au deuxième trimestre de 2011, nous avons continué à promouvoir nos forfaits dans tous nos marchés, et nous avons notamment lancé un forfait Partout chez vous qui comprend le service Bell Télé dans nos territoires desservis par Télébec et par NorthernTel. Dans les marchés où nous offrons nos services *FibreOP*, les forfaits sont également l'outil de vente principal puisque les clients cherchent à acheter des services additionnels de grande valeur, comme les services Internet à plus haute vitesse, le service de programmation de télévision haute définition (HD) et le service de récepteur vidéo personnel (RVP). Dans les territoires où nous offrons nos services *FibreOP*, nous avons noté un taux de rotation de la clientèle des SAR beaucoup plus faible que le taux généralement associé aux territoires dans lesquels nous n'offrons pas les services *FibreOP*.

Accroître nos services à large bande

Les capacités de notre réseau FTTH nous ont donné un net avantage que nos concurrents peuvent difficilement égaler dans les marchés où nous offrons nos services *FibreOP*. L'élargissement de la zone de couverture de nos services *FibreOP* nous permet d'offrir à davantage de foyers l'accès à une technologie de pointe, notamment à des vitesses supérieures pour le service Internet dans nos marchés et à une expérience de télévision exceptionnelle.

Au cours du deuxième trimestre de 2011, nous avons réalisé des progrès importants relativement au déploiement de notre réseau FTTH, et nous sommes toujours sur la bonne voie pour élargir la clientèle de nos services *FibreOP* en vue d'en faire bénéficier plus de 600 000 foyers et entreprises d'ici la fin de 2012. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, 156 000 foyers et entreprises additionnels ont bénéficié des services *FibreOP*, ce qui porte le total à 294 000 dans le Canada atlantique.

Plus tôt au cours de l'exercice, nous avons annoncé le lancement de *FibreOP 2.0*, la prochaine génération des services Internet et de télévision *FibreOP* existants. Grâce à *FibreOP 2.0*, les clients verront les vitesses des services Internet augmenter et la vitesse de téléchargement en aval égaler celle du téléchargement en amont, une première au Canada, tous grands fournisseurs de services Internet confondus. *FibreOP 2.0* offre des fonctions et des options de télévision améliorées, notamment le service RVP Partout chez vous, le service de télévision HD Partout chez vous, le service de vidéo sur demande et un guide interactif de prochaine génération, lesquels sont assortis de fonctions faciles à utiliser telles que la navigation image sur image, la recherche avancée et la capacité d'interrompre une émission de télévision dans une pièce et d'en reprendre la lecture dans une autre.

Établir une nouvelle structure de coûts

Dans un marché où la concurrence est intense, une approche disciplinée des réductions de coûts est essentielle. Nos importantes initiatives de compression des coûts pour 2011 assureront l'accroissement de l'efficacité de nos activités grâce à l'amélioration de la productivité de nos effectifs, au contrôle des dépenses discrétionnaires et à l'optimisation des avantages de nos ententes commerciales avec Bell Canada.

Au deuxième trimestre de 2011, nous avons continué de faire en sorte que les efforts déployés par nos employés soient centrés sur un accroissement des tâches à valeur ajoutée, y compris nos services *FibreOP* et la mise en place du réseau dans le centre du Canada. Nous nous sommes engagés à utiliser nos ressources de manière efficace et à continuer d'améliorer notre productivité dans le cadre de nos activités.

Nous avons continué de réaliser des économies de coûts découlant de l'achat de poteaux à Terre-Neuve et du contrôle de nos dépenses discrétionnaires, notamment en optimisant notre utilisation des locaux. De plus, afin de contrôler les coûts et de procéder à la mise en place de notre réseau, nous partageons actuellement la location de matériel avec de petites entreprises de services locaux titulaires (ESLT), ce qui nous permet de réduire nos charges et d'offrir un service plus direct à nos clients. En raison de l'attention que nous prêtons à l'accroissement des actifs liés à notre réseau que nous considérons comme essentiels à nos activités, nous remplaçons par un réseau plus économique les anciennes infrastructures dont les frais d'entretien sont élevés. Ces mesures nous permettent également de fournir des services additionnels dans certaines régions éloignées. Nos ententes commerciales avec Bell Canada nous ont également permis de réaliser d'autres efficiences.

Mobiliser nos employés

Nous continuons de promouvoir une culture de haut rendement; ainsi, nous mettons l'accent sur le développement du leadership et améliorons la communication avec nos employés en leur communiquant clairement notre stratégie et nos objectifs par l'intermédiaire de multiples moyens de communications. Les membres de notre équipe de direction ont visité plusieurs régions au deuxième trimestre afin de communiquer notre stratégie et nos cinq objectifs stratégiques aux employés. Nous sommes d'avis que si nos employés comprennent notre stratégie d'affaires, y compris ses défis, ses occasions et ses priorités, ils seront très motivés à contribuer au succès de l'entreprise. Les commentaires formulés par nos employés confirment que ces efforts portent leurs fruits; les employés ont une meilleure compréhension de nos cinq objectifs stratégiques, ils sont fiers de travailler pour Bell Aliant et ils ont une confiance accrue dans son équipe de direction.

Au deuxième trimestre de 2011, nous avons continué de motiver et de reconnaître les employés dont le rendement est exceptionnel. La création d'occasions de perfectionnement pour nos meilleurs employés, le maintien en place de plans de relève et notre capacité d'attirer et de garder des employés offrant un rendement supérieur et pleinement engagés sont essentiels pour surclasser nos concurrents et établir un avenir solide.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Pour les périodes closes les 30 juin (en millions de dollars)	T2			Cumul depuis le début de l'exercice		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Services locaux et d'accès	312,1 \$	325,0 \$	(4,0)	622,1 \$	647,9 \$	(4,0)
Services de données	216,5	207,1	4,5	429,2	411,1	4,4
Services interurbains	96,3	99,0	(2,7)	190,8	196,1	(2,7)
Services sans fil	24,0	22,0	9,1	47,3	43,0	10,0
Autres produits	43,7	47,0	(7,0)	84,8	90,7	(6,5)
Produits opérationnels	692,6 \$	700,1 \$	(1,1)	1 374,2 \$	1 388,8 \$	(1,1)
Charges opérationnelles	359,1	357,1	0,6	711,4	707,1	0,6
BAIIA ¹	333,5 \$	343,0 \$	(2,8)	662,8 \$	681,7 \$	(2,8)
Amortissements	156,5	175,8	(11,0)	310,3	346,5	(10,4)
Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts	1,4	3,4	(58,8)	5,9	14,6	(59,6)
Résultat opérationnel	175,6 \$	163,8 \$	7,2	346,6 \$	320,6 \$	8,1
Charge financière nette	43,1	47,0	(8,3)	85,3	93,8	(9,1)
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	52,4	n.s.	-	104,7	n.s.
Perte (profit) à la réévaluation des parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	1,5	n.s.	-	(187,7)	n.s.
Autres charges	6,1	0,8	n.s.	6,2	3,4	82,4
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	39,0	(8,9)	n.s.	78,9	(12,6)	n.s.
Résultat net lié aux activités poursuivies	87,4 \$	71,0 \$	23,1	176,2 \$	319,0 \$	(44,8)
Résultat net lié aux activités abandonnées	(0,8)	(2,3)	(65,2)	(4,2)	(1,7)	n.s.
Résultat net de la période	86,6 \$	68,7 \$	26,1	172,0 \$	317,3 \$	(45,8)

n.s. non significatif

1. Le BAIIA est une mesure financière non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

Produits opérationnels

Services locaux et d'accès

Les produits tirés des services locaux et d'accès ont diminué de 4,0 %, ou 12,9 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 4,0 %, ou 25,8 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, essentiellement en raison d'un recul de 5,0 % du nombre total de nos clients des SAR au 30 juin 2011 par rapport au 30 juin 2010. Les pertes de produits ont continué d'être atténuées grâce à des programmes visant la fidélisation de nos clients à valeur élevée, l'augmentation du nombre de fonctions de service adoptées par nos clients, ainsi que la mise en œuvre d'augmentations de tarifs ciblés qui reflètent la valeur plus élevée que procurent nos forfaits à nos clients.

Au 30 juin 2011, le nombre de clients résidentiels des SAR était inférieur de 6,5 % au nombre enregistré au 30 juin 2010, et le nombre de clients d'affaires des SAR était inférieur de 2,3 % au nombre enregistré au 30 juin 2010. Au cours du deuxième trimestre de 2011, le total de nos pertes nettes de clients des SAR s'est élevé à environ 32 500, soit un résultat analogue à celui enregistré au premier trimestre de 2011, mais une hausse d'environ 8 700 pertes nettes de clients des SAR par rapport à

celles enregistrées au deuxième trimestre de 2010. Bien que les pertes de clients des SAR continuent de refléter le remplacement des services sur fil par des services sans fil et des services voix sur IP, la hausse des pertes nettes de clients des SAR au deuxième trimestre de 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010 tient principalement à l'intensification marquée de la concurrence par rapport au faible niveau de croissance de la concurrence sur le marché résidentiel au cours des quatre trimestres précédents, et des activités des concurrents.

Services de données

Les produits tirés des services de données ont augmenté de 4,5 %, ou 9,4 M\$, au deuxième trimestre de 2011 par rapport à la période correspondante de 2010. Les produits tirés des services Internet ont augmenté de 7,2 %, ou 8,1 M\$, et les produits tirés des services de télévision sur IP ont augmenté de 90,7 %, ou 4,9 M\$, au deuxième trimestre de 2011 par rapport au deuxième trimestre de 2010. Ces augmentations ont plus que contrebalancé la baisse de 4,1 %, ou 3,6 M\$, des produits tirés des autres services de données. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les résultats reflètent une tendance semblable. Les produits tirés des services de données ont augmenté de 4,4 %, ou 18,1 M\$, la baisse de 6,9 M\$ des produits tirés des autres services de données ayant été largement contrebalancée par la croissance de 15,9 M\$ et de 9,1 M\$, respectivement, des produits tirés des services Internet et des services de télévision sur IP.

Au 30 juin 2011, le nombre total d'abonnés à la télévision sur IP a atteint environ 59 000 abonnés, en hausse de 53,3 % par rapport à la période correspondante de 2010. Au cours du deuxième trimestre de 2011, le total de l'augmentation nette de la clientèle de la télévision sur IP s'est établi à environ 5 000 abonnés. Le nombre de clients des services de télévision *FibreOP* a augmenté d'environ 6 500 abonnés au cours du deuxième trimestre de 2011 pour atteindre environ 20 000 abonnés à la fin de juin 2011.

La croissance des PMC tirés de nos services Internet haute vitesse résidentiels a continué de favoriser l'augmentation des produits tirés des services Internet. L'augmentation de la demande des clients à l'égard des services à large bande et de premier ordre, ainsi que l'établissement de tarifs ciblés, a fait en sorte que les PMC ont atteint un nouveau plafond de 41,68 \$ au deuxième trimestre de 2011, en hausse de 5,2 %, ou 2,05 \$, comparativement à 39,63 \$ au deuxième trimestre de 2010. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les PMC se sont établis à 41,31 \$, en hausse de 1,97 \$, ou 5,0 %.

Le nombre de clients de nos services Internet haute vitesse a atteint 855 000 abonnés à la fin de juin 2011, soit une augmentation de 3,3 % par rapport à l'exercice précédent. Dans l'ensemble, l'augmentation nette de la clientèle des services Internet haute vitesse s'est élevée à environ 4 000 au deuxième trimestre de 2011, soit un résultat en baisse par rapport à environ 8 000 au deuxième trimestre de 2010, qui reflète la plus faible croissance de la zone de couverture de nos services d'accès haute vitesse par ligne numérique et le maintien des activités de nos concurrents. En raison de la réorientation continue des activités de commercialisation vers la promotion de la fibre optique, le nombre de clients du service Internet *FibreOP* a augmenté d'environ 8 000 au cours du trimestre considéré et il s'élevait à approximativement 22 000 à la fin de juin 2011. La majorité de l'augmentation nette de la clientèle des services *FibreOP* concerne des clients qui utilisaient les services d'accès par ligne numérique et le réseau de fibre optique jusqu'aux nœuds et qui n'auraient pas contribué à la croissance globale de la clientèle des services Internet haute vitesse, mais qui contribuent de plus en plus à la croissance des PMC.

Nos produits tirés des autres services de données ont diminué en raison des pressions concurrentielles et de la substitution technologique. La diminution des produits tirés des services de données durant l'exercice en cours s'est atténuée par rapport aux tendances enregistrées en 2010, en raison de l'accroissement de la demande visant ces services dans le Canada atlantique.

Services interurbains

Les produits tirés des services interurbains ont diminué de 2,7 %, ou 2,7 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 2,7 %, ou 5,3 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Ces résultats à la baisse tiennent principalement aux pertes de clients des SAR, au remplacement du service sur fil traditionnel par les services de courriel et de téléphonie

cellulaire et les services voix sur IP, ainsi qu'au fait que les clients sont passés des forfaits d'appels d'interurbains traditionnels axés sur le nombre de minutes d'interurbain à des forfaits à tarif fixe. Ces résultats à la baisse ont été neutralisés en partie par des augmentations de tarifs ciblés.

Services sans fil

Les produits tirés des services sans fil ont augmenté de 9,1 %, ou 2,0 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 10,0 %, ou 4,3 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, essentiellement en raison d'une hausse de 10,2 % du nombre de clients des services sans fil au 30 juin 2011. Les PMC tirés des services sans fil ont diminué de 1,9 %, ou 1,08 \$, au deuxième trimestre de 2011 et de 0,7 %, ou 0,42 \$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison de notre recours à des tarifs promotionnels pour acquérir et fidéliser des clients en réaction aux offres accrocheuses des concurrents.

Autres produits

Les autres produits ont diminué de 7,0 %, ou 3,3 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 6,5 %, ou 5,9 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Bien que les produits tirés du raccordement aux poteaux aient augmenté en raison de hausses de tarifs à la fin de 2010, le recul global découle principalement des produits générés lors du sommet du G8 tenu en 2010, lesquels ne se sont pas reproduits en 2011, ainsi que de la diminution des ventes de matériel de télécommunications, des produits tirés des autres services de location et des produits tirés de l'impartition.

Charges

Charges opérationnelles

Pour les périodes closes les 30 juin (en millions de dollars)	T2			Cumul depuis le début de l'exercice		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Coûts de main-d'œuvre						
Salaires, rémunérations et impôts et avantages liés	133,9 \$	135,5 \$	(1,2)	264,4 \$	271,8 \$	(2,7)
Coûts des services rendus au cours de la période liés aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	15,6	13,2	18,2	31,1	26,3	18,3
Charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions	6,5	4,2	54,8	10,7	3,9	n.s.
Coûts de sous-traitance et d'impartition et autres coûts de main-d'œuvre	14,6	11,1	31,5	31,1	23,6	31,8
Coûts de main-d'œuvre inscrits à l'actif	(40,6)	(36,2)	12,2	(75,0)	(69,2)	8,4
Total des coûts de main-d'œuvre	130,0	127,8	1,7	262,3	256,4	2,3
Coût des ventes, coûts liés au contenu et paiements à d'autres fournisseurs de services	171,2	174,6	(1,9)	337,8	340,4	(0,8)
Charges liées aux locaux	9,1	10,3	(11,7)	19,5	20,7	(5,8)
Impôt lié aux activités opérationnelles	9,3	10,8	(13,9)	19,2	21,7	(11,5)
Créances douteuses	6,0	5,7	5,3	12,3	12,4	(0,8)
Autres charges opérationnelles	33,5	27,9	20,1	60,3	55,5	8,6
Charges opérationnelles	359,1 \$	357,1 \$	0,6	711,4 \$	707,1 \$	0,6

n.s. non significatif

Les charges opérationnelles au deuxième trimestre de 2011 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, qui ont augmenté de 0,6 %, ou 2,0 M\$, et de 0,6 %, ou 4,3 M\$, respectivement, sont demeurées relativement inchangées par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

Le total des coûts de main-d'œuvre a augmenté de 1,7 %, ou 2,2 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 2,3 %, ou 5,9 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Le montant comptabilisé au titre des salaires, des rémunérations et des avantages et impôts liés a diminué en raison des efficacités constantes réalisées par suite de nos initiatives en matière de productivité. La hausse des coûts des services rendus au cours de la période liés à nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi découle d'une baisse du taux d'actualisation utilisé en 2011 par rapport à 2010 pour nos régimes de retraite à prestations déterminées (RRPD) et nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée jusqu'à un certain degré par l'incidence du nombre moins élevé de membres actifs dans ces régimes. Les coûts liés à nos régimes de retraite à cotisations déterminées (RRCD) étaient conformes à ceux de l'exercice précédent. La charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions a augmenté en raison des ajustements à la valeur de marché plus élevés du passif au titre de notre régime de rémunération fondée sur des actions, lesquels reflètent la hausse récente du cours des actions de Bell Aliant Inc. Également, un plus grand nombre de parts différées ont fait l'objet d'une renonciation au premier trimestre de 2010, par rapport au premier trimestre de 2011, ce qui a réduit la charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010, par rapport à la période correspondante de 2011. Les coûts de sous-traitance et d'impartition et autres coûts de main-d'œuvre au deuxième trimestre de 2011 reflétaient les besoins croissants en ressources pour l'expansion de nos services *FibreOP* et la demande de services de télévision, y compris l'augmentation des coûts de sous-traitance aux termes d'ententes conclues avec des tiers. Les coûts de main-d'œuvre inscrits à l'actif ont augmenté, résultat qui reflète le déploiement accéléré de notre réseau FTTH.

Le coût des ventes, les coûts liés au contenu et les paiements à d'autres fournisseurs de services ont diminué de 1,9 %, ou 3,4 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 0,8 %, ou 2,6 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Ce résultat tient principalement aux économies de coûts liées à la productivité réalisées grâce à nos ententes commerciales avec Bell Canada, ainsi qu'à l'élimination des frais de raccordement aux poteaux attribuable à notre rachat d'une participation dans les poteaux à Terre-Neuve. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse du coût des marchandises vendues lié aux produits, par la hausse des subventions liées au matériel qui découle de l'augmentation des activations et des renouvellements de services sans fil, ainsi que par la hausse des coûts liés au contenu de la télévision sur IP qui découle de l'augmentation du nombre de nos abonnés à ce service. Pour le cumul depuis le début de l'exercice, le coût des ventes reflète également la diminution du coût des marchandises vendues lié aux services de réseau, les résultats du premier semestre de 2010 tenant compte des coûts liés au sommet du G8, qui ne se sont pas reproduits en 2011.

Les charges liées aux locaux ont diminué de 11,7 %, ou 1,2 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 5,8 %, ou 1,2 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison de la réduction du nombre de locaux à bureaux requis par suite de la réorganisation de notre effectif.

L'impôt opérationnel a diminué de 13,9 %, ou 1,5 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 11,5 %, ou 2,5 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, ce qui s'explique principalement par la baisse de l'impôt sur le capital provincial et, dans une moindre mesure, par la baisse de la charge d'impôt foncier et de la charge d'impôt municipal.

Les créances douteuses ont augmenté de 5,3 %, ou 0,3 M\$, au deuxième trimestre de 2011 par rapport à la période correspondante de 2010, ce qui reflète essentiellement la comptabilisation de recouvrements plus élevés auprès de clients au deuxième trimestre de 2010, qui ne s'est pas reproduit au deuxième trimestre de 2011. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les créances douteuses ont diminué de 0,8 %, ou 0,1 M\$, par rapport à la période correspondante de 2010, résultat qui reflète l'importance que nous accordons à la gestion des débiteurs ainsi qu'une diminution des produits opérationnels.

Les autres charges opérationnelles ont augmenté de 20,1 %, ou 5,6 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 8,6 %, ou 4,8 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette augmentation est essentiellement imputable à la comptabilisation en 2010 de crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental plus élevés, situation qui ne s'est pas reproduite en 2011, à l'accroissement des frais de publicité et de commandite aux fins du déploiement de notre réseau *FibreOP*, et à la hausse des honoraires de services-conseils. L'augmentation enregistrée en 2011 a été neutralisée par la réduction des dépenses discrétionnaires liées aux frais généraux et d'administration.

Amortissements

Les amortissements ont diminué de 11,0 %, ou 19,3 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 10,4 %, ou 36,2 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette diminution découle principalement de la charge de dépréciation comptabilisée à l'égard de certaines de nos immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée au quatrième trimestre de 2010, laquelle s'est traduite par une réduction importante des immobilisations incorporelles, légèrement contrebalancée par les durées d'utilité estimatives plus courtes de ces immobilisations incorporelles.

Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts

Les coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts ont diminué de 58,8 %, ou 2,0 M\$, au deuxième trimestre de 2011 et de 59,6 %, ou 8,7 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Les charges comptabilisées en 2010 concernaient principalement le programme d'encouragement à la retraite offert à un nombre limité d'employés syndiqués en Ontario et au Québec, ainsi que la réorganisation de notre équipe de direction. Au cours de 2011, nous avons poursuivi nos initiatives en matière de productivité, quoique dans une mesure moindre qu'à l'exercice précédent, et les résultats pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 reflètent des coûts liés aux indemnités de départ et aux avantages de 2,1 M\$ et des frais de rationalisation des locaux de 3,8 M\$.

Charge financière nette

La charge financière nette a diminué de 3,9 M\$, ou 8,3 %, au deuxième trimestre de 2011 et de 8,5 M\$, ou 9,1 %, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à 2010.

La charge financière a augmenté de 1,1 M\$ au deuxième trimestre de 2011 et de 1,7 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, ce qui reflète principalement les intérêts liés à l'obligation au titre des prestations de retraite plus élevée au 30 juin 2011, ainsi que la hausse des frais liés aux facilités de crédit bancaire.

Les produits financiers incluent les intérêts gagnés et le rendement prévu des actifs des régimes de retraite. Les produits financiers ont augmenté de 5,0 M\$ au deuxième trimestre de 2011 et de 10,2 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison de la hausse du rendement prévu des actifs des RRPD par suite d'un accroissement des actifs des régimes de retraite.

Parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.

Nous avons comptabilisé en charges des distributions aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. de 52,4 M\$ et de 104,7 M\$ au deuxième trimestre de 2010 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010, respectivement, en raison du classement des parts à titre de passif financier en vertu des IFRS. Aucune charge semblable liée aux distributions n'a été comptabilisée en 2011, car ces parts nous ont été transférées dans le cadre de la conversion et, par conséquent, sont maintenant éliminées depuis la consolidation de Bell Aliant, s.e.c.

En 2010, ces parts ont également été évaluées à la valeur de marché à chaque date de clôture, et les variations de la valeur ont été comptabilisées directement en résultat net pour la période. Au deuxième trimestre de 2010 et pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010, nous avons comptabilisé une perte de 1,5 M\$ et un profit de 187,7 M\$, respectivement, et aucun montant semblable n'a été comptabilisé en 2011, puisque ces parts sont éliminées à la consolidation.

Autres charges

Les autres charges ont augmenté de 5,3 M\$ au deuxième trimestre de 2011 et de 2,8 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette augmentation est principalement imputable à une perte de 4,4 M\$ découlant du remboursement anticipé de billets à moyen terme en mai 2011, ainsi qu'à une perte de 0,2 M\$ découlant de l'ajustement à la juste valeur de dérivés libellés en monnaie étrangère conclus au deuxième trimestre de 2011, aucune transaction de ce genre n'ayant eu lieu en 2010.

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat pour le deuxième trimestre de 2011 s'est chiffrée à 39,0 M\$, comparativement à une économie de 8,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2010. Cette augmentation découle de divers facteurs, notamment :

- une hausse de la charge d'impôt différé de 2,5 M\$ imputable à la hausse du résultat avant impôt au deuxième trimestre de 2011 par rapport à la période correspondante de 2010, compte non tenu de l'incidence des distributions et du profit à la réévaluation des parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. sur le résultat de 2010;
- une augmentation de 43,3 M\$ de la charge d'impôt différé qui découle de i) l'inclusion dans notre bénéfice imposable d'un bénéfice qui avait été attribué, au cours des périodes précédentes, aux parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. et aux parts de société en commandite émises par Télébec et NorthernTel détenues indirectement par le Fonds et ii) la perte de l'avantage fiscal de notre structure de fiducie de revenu en raison de l'application, au 1^{er} janvier 2011, des règles fiscales révisées touchant les fiducies de revenu;
- une hausse de la charge d'impôt différé de 2,1 M\$ imputable à l'augmentation de notre taux d'impôt fédéral et provincial combiné moyen pondéré, ainsi qu'à la variation du profil de contrepassation des différences temporelles par rapport à la période correspondante de 2010.

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 78,9 M\$, en hausse de 91,5 M\$, comparativement à une économie de 12,6 M\$ à la période correspondante de 2010, résultat qui reflète des tendances semblables à celles enregistrées au deuxième trimestre de 2011.

Résultat net lié aux activités abandonnées

La perte nette liée aux activités abandonnées de 0,8 M\$ au deuxième trimestre de 2011 et de 4,2 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 représente la perte après impôt à la vente de notre division xwave le 1^{er} janvier 2011. Les activités abandonnées en 2010 reflétaient les résultats opérationnels de notre division xwave, laquelle a enregistré une perte nette de 2,3 M\$ au deuxième trimestre de 2010 et une perte nette de 1,7 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010.

Principales données financières trimestrielles

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées par trimestre pour les huit derniers trimestres. Cette information trimestrielle n'est pas audité, mais a été préparée conformément aux IFRS, sauf indication contraire.

Pour les huit trimestres compris dans la période close le 30 juin (en millions de dollars, sauf les montants par action/part)	2011		2010				2009 ²	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits opérationnels	692,6 \$	681,6 \$	714,9 \$	703,7 \$	700,1 \$	688,7 \$	719,0 \$	724,7 \$
BAlIA ¹	333,5 \$	329,3 \$	345,1 \$	349,3 \$	343,0 \$	338,7 \$	364,8 \$	372,7 \$
Résultat opérationnel	175,6 \$	171,0 \$	(1 569,6) \$	175,5 \$	163,8 \$	156,8 \$	145,8 \$	163,7 \$
Résultat net :								
Activités poursuivies	87,4 \$	88,8 \$	(1 388,5) \$	32,5 \$	71,0 \$	248,0 \$	96,5 \$	98,5 \$
Activités abandonnées	(0,8)	(3,4)	(0,7)	0,6	(2,3)	0,6	(3,9)	(6,7)
Résultat net	86,6 \$	85,4 \$	(1 389,2) \$	33,1 \$	68,7 \$	248,6 \$	92,6 \$	91,8 \$
Résultat de base par action/part :								
Activités poursuivies	0,83 \$	0,87 \$	(8,65) \$	0,20 \$	0,44 \$	1,54 \$	0,60 \$	0,61 \$
Activités abandonnées	(0,01)	(0,03)	-	0,01	(0,01)	0,01	(0,02)	(0,04)
Résultat de base par action/part	0,82 \$	0,84 \$	(8,65) \$	0,21 \$	0,43 \$	1,55 \$	0,58 \$	0,57 \$
Résultat dilué par action/part :								
Activités poursuivies	0,83 \$	0,87 \$	(8,65) \$	0,20 \$	0,44 \$	0,48 \$	0,60 \$	0,61 \$
Activités abandonnées	(0,01)	(0,03)	(0,01)	-	(0,01)	-	(0,02)	(0,04)
Résultat dilué par action/part	0,82 \$	0,84 \$	(8,66) \$	0,20 \$	0,43 \$	0,48 \$	0,58 \$	0,57 \$

1. Le BAlIA est une mesure non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

2. Les résultats financiers pour les trimestres de 2009 sont présentés conformément aux PCGR du Canada.

Les résultats opérationnels trimestriels reflètent les opérations et tendances importantes suivantes :

- En général, la tendance des produits opérationnels consolidés reflète l'augmentation d'un exercice à l'autre des produits tirés des services Internet, de télévision et sans fil qui découle d'un accroissement de la clientèle, laquelle a été plus que contrebalancée par la diminution des produits tirés des services locaux, interurbains et de données.
- En 2009, dans le cadre de nos initiatives en matière de productivité organisationnelle visant à créer une structure de coûts plus efficace et à améliorer notre service à la clientèle, nous avons offert un programme d'encouragement à la retraite à un nombre limité de nos employés syndiqués du Canada atlantique, de l'Ontario et du Québec. Nous avons également annoncé la consolidation opérationnelle de certains centres d'appels du Canada atlantique et rendu plus efficace notre équipe de direction. Nous avons comptabilisé des coûts liés aux indemnités de départ relativement à ces initiatives de 12,1 M\$ et de 13,7 M\$ au troisième et au quatrième trimestres de 2009, respectivement. En 2010, nous avons poursuivi nos initiatives en matière de productivité, qui incluaient un autre programme d'encouragement à la retraite offert à un nombre limité de nos employés syndiqués en Ontario et au Québec, des initiatives visant à rendre plus efficace notre équipe de direction et une rationalisation des locaux, ce qui s'est traduit par la comptabilisation de coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts connexes de 10,7 M\$, de 3,3 M\$, de 0,5 M\$ et de 12,5 M\$ aux premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres, respectivement. En 2011, nous avons continué de rendre plus efficace notre équipe de direction et de rationaliser nos locaux, ce qui s'est traduit par la comptabilisation de coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts connexes de 4,5 M\$ au premier trimestre et de 1,4 M\$ au deuxième trimestre.

- Le 1^{er} novembre 2009, nous avons conclu un accord d'achat d'actions en vertu duquel les cadres supérieurs d'Innovatia Inc. ont acquis la totalité de ses actions en circulation. En prévision de la cession, nous avons comptabilisé une réduction de valeur de 6,1 M\$ de l'actif net au troisième trimestre de 2009. Le produit à la clôture s'est chiffré à 1,5 M\$, ce qui s'est traduit par la comptabilisation d'une perte à la vente de 1,5 M\$ avant impôt au cours du quatrième trimestre de 2009.
- Au quatrième trimestre de 2010, dans le cadre de notre examen du bilan annuel et en préparation de notre conversion en société par actions et du passage aux IFRS, nous avons réexaminé les estimations initiales utilisées pour évaluer les actifs, comme les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux relations clients que nous avons acquises de Bell Canada en 2006 et en 2007, lors de la transformation de Télébec et de NorthernTel en sociétés fermées. En nous fondant sur les estimations révisées en 2010, nous avons constaté une réduction de la valeur comptable de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux relations clients et nous avons comptabilisé une réduction de valeur hors trésorerie de 1 727,9 M\$.
- Le 26 octobre 2010, nous avons annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition par Bell Canada de notre division xwave. De ce fait, nous avons reclassé les résultats opérationnels de notre division xwave dans les activités abandonnées. La clôture de l'opération a eu lieu le 1^{er} janvier 2011; elle a donné lieu à un produit à la vente de 38,4 M\$ en espèces et à un montant de 33,7 M\$ à recevoir de Bell Canada au titre d'ajustements au bilan postérieurs à la clôture. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons perçu une tranche de 10,7 M\$ de ce montant à recevoir et versé un montant de 4,5 M\$ pour régler des obligations que nous avons prises en charge relativement à des dépenses engagées par xwave en 2010. Une perte à la vente après impôt de 3,4 M\$ et de 0,8 M\$, respectivement, déduction faite du montant de 8,9 M\$ attribué au goodwill, a été comptabilisée dans la perte nette liée aux activités abandonnées au premier et au deuxième trimestres de 2011.

D'autres détails sur nos résultats du deuxième trimestre de 2011 sont présentés tout au long du présent document. Des renseignements additionnels sur nos résultats des trimestres précédents, qui étaient auparavant comptabilisés conformément aux IFRS ou aux PCGR du Canada, selon le cas, figurent dans les états financiers trimestriels et annuels et les rapports de gestion qui s'y rapportent.

GESTION FINANCIÈRE ET DU CAPITAL

Sommaire des flux de trésorerie

<i>Pour les semestres clos les 30 juin</i>			
<i>(en millions de dollars)</i>	2011	2010	Variation en %
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités opérationnelles	353,3 \$	457,6 \$	(22,8)
Activités de financement	(180,2)	(253,1)	(28,8)
Activités d'investissement	(270,5)	(218,6)	23,7
Diminution nette des flux de trésorerie liés aux activités poursuivies	(97,4) \$	(14,1) \$	n.s.
Augmentation (diminution) nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	44,6	(0,9)	n.s.
Diminution nette des flux de trésorerie de la période	(52,8) \$	(15,0) \$	n.s.

n.s. non significatif

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons enregistré des sorties nettes de 52,8 M\$, comparativement à des sorties nettes de 15,0 M\$ pour la période correspondante de 2010. Cette diminution de 37,8 M\$ provient de la baisse des flux de trésorerie liés aux activités poursuivies de 83,3 M\$, contrebalancée en partie par une hausse des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées de 45,5 M\$. La hausse des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées reflète le produit en espèces de la vente de notre division xwave, réalisé pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011.

Activités opérationnelles

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont diminué de 22,8 %, ou 104,3 M\$, par rapport à la période correspondante de 2010. Cette diminution s'explique par la hausse de 186,8 M\$ de la capitalisation des RRPD et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, qui traduit la cotisation forfaitaire de 200,0 M\$ aux régimes de retraite, laquelle a été contrebalancée par une augmentation de 83,8 M\$ des flux de trésorerie liés aux variations des actifs et des passifs opérationnels, ou fonds de roulement.

Les flux de trésorerie provenant des variations du fonds de roulement se sont chiffrés à 0,7 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, comparativement à des flux de trésorerie affectés au fonds de roulement de 83,1 M\$ pour la période correspondante de 2010. Les créiteurs et charges à payer ont généré des flux de trésorerie supplémentaires de 84,1 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, par rapport à la période correspondante de 2010. Bien qu'une diminution se produise habituellement au premier semestre, étant donné que nous effectuons d'importants paiements en espèces au titre de notre régime de rémunération à court terme et des coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts comptabilisés auparavant, ces sorties ont diminué de 27,0 M\$ en 2011 par rapport à 2010, résultat qui reflète la réduction de l'effectif de la direction et la baisse des primes au rendement. Les dépenses d'investissement se sont accrues de 54,9 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, en raison de l'accélération des activités liées à l'élargissement de notre réseau FTTH, ce qui a également occasionné une hausse du financement du fonds de roulement par le biais des débiteurs. Les flux de trésorerie provenant des variations du fonds de roulement ont également généré des flux de trésorerie supplémentaires de 17,4 M\$ découlant de la réduction des achats de stocks pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, par rapport à la période correspondante de 2010. Les flux de trésorerie affectés au financement des variations du fonds de roulement ont été touchés de façon défavorable par les débiteurs pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, par rapport à la période correspondante de 2010. Selon nous, le conflit de travail ayant touché Postes Canada en juin 2011 a retardé la réception d'environ 20 M\$ à 30 M\$ de paiements de clients au deuxième trimestre de 2011, ce qui a contribué à une augmentation des débiteurs de 8,2 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 comparativement à des rentrées de 16,4 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2010.

Les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles comprennent la capitalisation de nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, le

montant de capitalisation s'est élevé à 253,0 M\$ comparativement à 66,2 M\$ pour la période correspondante de 2010. La capitalisation en espèces de nos RRPD s'est établie à 244,9 M\$, comparativement à 63,9 M\$ pour la période correspondante de 2010. En 2011, ces montants comprenaient des cotisations au titre des services rendus de 25,3 M\$ et un montant de 219,6 M\$ pour une capitalisation exceptionnelle du déficit, comparativement à 26,0 M\$ et à 37,9 M\$ en 2010, respectivement. La baisse de 0,7 M\$ des cotisations au titre des services rendus est imputable à la réduction du nombre de participants aux régimes en 2011 par rapport à l'exercice précédent. Le 15 mars 2011, nous avons versé une cotisation forfaitaire en espèces de 200,0 M\$ à nos RRPD, laquelle est prise en compte dans les montants de capitalisation en espèces pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011. Tout au long de 2011, nous avons l'intention de porter une partie de notre cotisation forfaitaire aux régimes de retraite en diminution de la capitalisation exceptionnelle du déficit qui est exigée.

Les évaluations actuarielles de tous nos RRPD au 31 décembre 2010 ont été achevées au cours du deuxième trimestre de 2011 et déposées le 30 juin 2011.

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les cotisations à nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vue de financer les prestations se sont établies à 4,3 M\$, comparativement à 4,1 M\$ à l'exercice précédent. Les cotisations aux régimes de retraite à cotisations déterminées depuis le début de l'exercice se chiffrent à 3,8 M\$, soit un montant inchangé par rapport aux cotisations liées aux activités poursuivies au cours de la période correspondante de 2010.

Activités de financement

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 180,2 M\$, comparativement à 253,1 M\$ pour la période correspondante de 2010. La diminution tient principalement à la baisse des dividendes/distributions en espèces versés à nos porteurs de titres en 2011, ainsi qu'au produit de l'émission d'actions privilégiées que nous avons reçu, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par la hausse des remboursements nets de la dette en 2011.

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons enregistré des remboursements nets de la dette (y compris la dette à court terme et la dette à long terme, les contrats de location-acquisition et les effets à payer à des parties liées) de 181,7 M\$, comparativement à un produit net de 79,3 M\$ au cours de la période correspondante de 2010. En 2011, nous avons remboursé un montant net de 43,1 M\$ des effets à payer à des parties liées, dont une tranche de 43,3 M\$ correspondait aux dernières distributions dans le cadre de la structure de fiducie de revenu, lesquelles ont été versées tôt au premier trimestre. Notre programme de papier commercial comprenait des remboursements nets sur les billets à court terme de 66,2 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, comparativement au produit net de 85,6 M\$ des facilités de crédit à court terme pour la période correspondante de 2010. Au deuxième trimestre de 2011, nous avons également remboursé un montant de 40,0 M\$ au titre d'une facilité de crédit bancaire à terme et réduit de 10,0 M\$ le produit de la titrisation de débiteurs. Les remboursements en 2011 ont été facilités en partie par le produit de la vente de notre division xwave et en partie par le produit de l'émission d'actions privilégiées décrite ci-dessous. En 2010, le produit net a servi à capitaliser les besoins accrus en fonds de roulement. Au cours du deuxième trimestre de 2011, nous avons effectué des remboursements nets de la dette à long terme de 7,5 M\$ au titre des remboursements prévus des emprunts hypothécaires et des débentures et relativement à la pénalité liée au remboursement par anticipation des billets à moyen terme. Nous n'avons émis ou remboursé aucun titre de créance à long terme au cours de la période correspondante de 2010. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique « Dette » ci-dessous.

Au premier trimestre de 2011, nous avons enregistré un produit brut total de 287,5 M\$ de l'émission d'actions privilégiées par Bell Aliant Actions privilégiées Inc. (Bell Aliant Actions privilégiées); aucune opération semblable n'avait été comptabilisée en 2010. Des frais d'émission d'actions de 9,7 M\$ ont été engagés, ce qui s'est traduit par un produit net de 277,8 M\$. Ce produit a servi à effectuer la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite de 200,0 M\$ susmentionnée, ainsi qu'à rembourser la dette à court terme dont il est fait mention ci-dessus.

Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, les activités de financement comprenaient également les dividendes de 218,3 M\$ versés à Bell Aliant Inc., les dividendes de 4,1 M\$ versés aux porteurs d'actions privilégiées et les distributions de 53,9 M\$, qui représentent les derniers décaissements nécessaires pour verser les distributions à titre de fiducie de revenu. Pour la période correspondante de 2010, le total des distributions versées au Fonds et aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. se chiffrait à 332,4 M\$.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 23,7 %, ou 51,9 M\$, pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011 par rapport à la période correspondante de 2010.

Les dépenses d'investissement se sont chiffrées à 273,5 M\$ pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, comparativement à 218,6 M\$ pour la période correspondante de 2010, soit une hausse de 25,1 %, ou 54,9 M\$. Conformément à notre priorité stratégique qui vise à accroître nos services à large bande, en particulier ceux liés à la technologie FTTH, nous poursuivons le déploiement accéléré de notre réseau FTTH. De plus, le total des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement comprend un produit de 1,7 M\$ à la vente de placements. Nous avons perçu des débiteurs de CAE Services professionnels (Canada) Inc., au titre d'ajustements au bilan postérieurs à la clôture découlant de la vente de nos activités liées à la défense, à la sécurité et à l'aérospatiale, alors qu'aucun produit à ce titre n'a été reçu en 2010.

Financement et liquidités

Sources de liquidités

Nous tirons la plus grande partie de nos liquidités des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, ainsi que de nos facilités de crédit bancaire, d'un programme de papier commercial et de notre programme de titrisation de débiteurs. Nous prévoyons tirer suffisamment de liquidités de nos activités opérationnelles pour payer les immobilisations corporelles, les dividendes aux actionnaires et les montants liés à d'autres engagements, à mesure qu'ils se présentent.

Notre structure du capital est la suivante :

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	30 juin 2011		31 décembre 2010	
Capital social/des associés	3 443,8 \$	50,9 %	1 666,0 \$	34,6 %
Actions privilégiées émises par une filiale	280,5	4,1 %	-	-
Dette nette	3 047,8	45,0 %	3 148,8	65,4
Total du capital	6 772,1 \$	100,0 %	4 814,8 \$	100,0 %

Capital social/des associés

Actions ordinaires

Au 30 juin 2011, notre capital autorisé comprenait un nombre illimité d'actions de deux catégories, des actions ordinaires avec droit de vote et des actions ordinaires sans droit de vote, lesquelles ne sont pas cotées en Bourse. Aucune action ordinaire sans droit de vote n'a été émise.

Au 30 juin 2011, 101 373 833 actions ordinaires avec droit de vote avaient été émises et étaient en circulation et Bell Aliant Inc. détenait toutes les actions ordinaires avec droit de vote, sauf une, qui était détenue indirectement par BCE.

Parts de société en commandite

Au 31 décembre 2010, nous pouvions émettre un nombre illimité de parts de chacune des trois catégories de parts, lesquelles n'étaient pas cotées en Bourse. Le nombre de parts émises et en circulation s'établissait comme suit :

- 28 168 803 parts de société en commandite échangeables de catégorie 1;
- 132 367 606 parts de société en commandite de catégorie 2;
- 54 000 parts de commandité.

Le 1^{er} janvier 2011, toutes les parts de société en commandite en circulation ont été annulées dans le cadre de la dissolution de Placements Bell Aliant, s.e.c. au cours de la conversion, comme il a été décrit dans nos états financiers et notre rapport de gestion intermédiaires du premier trimestre.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle au 30 juin 2011 représentent la participation des porteurs d'actions privilégiées dans Bell Aliant Actions privilégiées, notre filiale en propriété exclusive. En mars 2011, Bell Aliant Actions privilégiées a émis 287,5 M\$ d'actions privilégiées. Cette société a comptabilisé des commissions et des frais d'émission d'actions de 9,7 M\$, déduction faite de l'impôt connexe de 2,7 M\$, en diminution du produit de l'émission d'actions. Pour de plus amples détails concernant cette émission d'actions privilégiées, se reporter à la note 15 de nos états financiers intermédiaires et au communiqué de presse de Bell Aliant Inc. daté du 22 février 2011.

Dettes

Nous avons émis des titres d'emprunt totalisant 3 060,4 M\$ au 30 juin 2011, y compris des billets à moyen terme non garantis de premier rang en circulation d'un montant de 2 605,0 M\$ aux termes de l'acte de fiducie de Bell Aliant, s.e.c. daté du 14 septembre 2006.

Le 26 avril 2011, nous avons émis 300,0 M\$ de billets à moyen terme non garantis d'une durée de sept ans, qui portent intérêt au taux de 4,88 % par année et arriveront à échéance le 26 avril 2018. Ces billets ont été émis avec escompte et les frais d'émission engagés se sont élevés à 1,5 M\$, ce qui a donné lieu à un produit net de 298,5 M\$.

Le 6 mai 2011, nous avons utilisé le produit de cette émission de billets pour rembourser une tranche des billets à moyen terme de Bell Aliant, s.e.c. arrivant à échéance le 26 septembre 2011. Nous avons remboursé un montant en capital de 300,0 M\$ et comptabilisé une perte au remboursement de 4,4 M\$, par suite du paiement d'une pénalité de remboursement par anticipation de 4,0 M\$ et de la comptabilisation de frais d'émission non amortis précédemment de 0,4 M\$.

Également au cours du deuxième trimestre de 2011, nous avons modifié et refondu nos facilités de crédit bancaires consortiales, ce qui a donné lieu à la mise en place d'une seule facilité d'exploitation renouvelable de 750,0 M\$, à l'élimination de la facilité non renouvelable liée à la caisse de retraite et à une nouvelle date d'échéance, soit le 6 juin 2015. Le montant total disponible en vertu de nos facilités d'exploitation à court terme s'élève à 997,7 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 1 255,3 M\$ au 31 décembre 2010. Nous continuons de maintenir un programme de papier commercial d'un montant de 400,0 M\$, soutenu par le montant inutilisé de cette facilité d'exploitation renouvelable.

Les montants prélevés sur nos facilités de crédit à court terme ont diminué pour s'établir à 261,0 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 377,2 M\$ au 31 décembre 2010. Nous avons remboursé des billets à court terme de 66,2 M\$ en vertu de notre programme de papier commercial, ce qui a donné lieu à un montant total émis de 143,0 M\$ au 30 juin 2011, comparativement à 209,2 M\$ au 31 décembre 2010. Dans le cadre de la modification et de la refonte de nos facilités de crédit bancaires consortiales, nous avons remboursé un montant de 40,0 M\$ en vertu de notre facilité non renouvelable liée à la caisse de retraite au cours du deuxième trimestre de 2011. Nous avons également effectué des rachats de 10,0 M\$ dans le cadre du programme renouvelable de titrisation de débiteurs. De plus, le montant des lettres de crédit émises a diminué de 11,3 M\$ pour s'établir à un montant total de 274,8 M\$. Les

lettres de crédit au 31 décembre 2010 comprennent un montant de 11,1 M\$ lié aux activités abandonnées, alors qu'aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au 30 juin 2011.

Aux termes de la facilité de crédit bancaire modifiée et refondue, certaines clauses restrictives financières ont été modifiées, notamment le ratio de levier financier (selon la définition qu'en donne l'entente), qui est passé de 3,0 fois à 3,25 fois. Un exemplaire de la facilité de crédit modifiée et refondue est présenté à titre de document important sur le site www.sedar.com. Aucune autre modification n'a été apportée aux clauses restrictives et aux dispositions de nos facilités de crédit qui sont présentées dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, sauf des modifications requises par suite de la conversion.

Notation

Aucune modification n'a été apportée à nos cotes de crédit au deuxième trimestre de 2011. Cependant, à notre demande en avril 2011, les cotes de crédit de Télébec et de NorthernTel ont été retirées par S&P et DBRS, puisque ces entités n'émettront plus de titres d'emprunt publics à l'avenir.

	S&P	DBRS
Dette de premier rang non garantie de Bell Aliant, s.e.c.	BBB, perspective stable	BBB (élevée), tendance stable
Papier commercial de Bell Aliant, s.e.c.	Non noté	R-1 (faible), tendance stable
Actions privilégiées de Bell Aliant Actions privilégiées Inc.	P-3 (élevée), perspective stable	Pfd-3 (élevée), tendance stable

Besoins de liquidités

Nous avons besoin d'importantes liquidités pour exécuter notre stratégie d'affaires. Nos besoins de liquidités pour le deuxième trimestre de 2011 étaient liés aux dividendes aux actionnaires, aux dépenses d'investissement, à la capitalisation des régimes de retraite, aux remboursements sur la dette à court et à long terme et aux paiements relatifs à d'autres engagements. Ces besoins de liquidités pour le reste de 2011 devraient donner lieu aux sorties de fonds suivantes :

- Les besoins de liquidités annuels pour payer les dividendes aux actionnaires de Bell Aliant Inc. (sous réserve de leur déclaration, au gré des administrateurs) devraient s'établir dans une fourchette de 432 M\$ à 435 M\$ en 2011. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons payé des dividendes de 218,3 M\$ pour permettre à Bell Aliant Inc. de financer ses dividendes et ses charges.
- Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nos dépenses d'investissement se sont élevées à 273,5 M\$. Nous nous attendons à ce que nos dépenses d'investissement en 2011 se situent dans la tranche supérieure de la fourchette de nos cibles pour l'exercice, qui est de 520 M\$ à 560 M\$, en raison de l'élargissement de notre réseau FTTH et du branchement de nouveaux clients.
- Nous sommes tenus de rembourser la dette à court terme et la dette à long terme selon leurs modalités. Nous nous assurons que des montants suffisants peuvent être prélevés en tout temps sur nos facilités d'exploitation renouvelables en vue de soutenir l'émission de papier commercial. Nous avons des billets à moyen terme dont l'encours du capital s'établit à 105,0 M\$ et qui arriveront à échéance le 26 septembre 2011. Nous avons l'intention de rembourser le solde résiduel de l'encours des billets de septembre 2011 au moyen des flux de trésorerie ou des emprunts à court terme.
- Nos RRPD accusent un déficit de capitalisation. En 2010, le rendement des actifs des régimes de retraite a dépassé notre rendement prévu. Toutefois, les taux d'actualisation utilisés pour calculer notre passif au titre du déficit de capitalisation pour les employés actifs au 31 décembre 2010 étaient inférieurs à ceux utilisés au 31 décembre 2009. De plus, les besoins de capitalisation pour 2011 reflètent l'augmentation des obligations découlant des départs à la

retraite anticipée de 2010. Selon les résultats de nos évaluations actuarielles effectuées en 2010, le niveau de capitalisation requis pour financer le déficit de nos RRPD se situera entre 105 M\$ et 110 M\$ en 2011, comparativement à 86,3 M\$ pour 2010. Le 15 mars 2011, dans le cadre de nos plans de financement pour 2011, nous avons utilisé une partie du produit de l'émission d'actions privilégiées pour effectuer une cotisation forfaitaire de 200,0 M\$ en espèces à nos RRPD. Nous porterons une partie de cette cotisation forfaitaire en diminution de la capitalisation du déficit qui est exigée pour 2011. Nous sommes d'avis que le fait d'agir ainsi dès maintenant permet de réduire la volatilité future que le déficit de solvabilité fait peser sur nos flux de trésorerie, de consolider notre profil de crédit, d'accroître les flux de trésorerie générés, d'obtenir un rendement intéressant sur le capital investi et de renforcer la garantie de versement des prestations pour les employés retraités comme pour les employés membres de nos RRPD. De plus, nous estimons que des paiements en espèces de 25 M\$ à 50 M\$ au titre de la capitalisation du déficit seront versés aux régimes de retraite en 2011, ce qui correspond approximativement à nos besoins de capitalisation selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation.

- Des initiatives en matière de productivité annoncées périodiquement depuis 2008 devraient se traduire par l'utilisation de liquidités pour payer les frais liés aux indemnités de départ, aux avantages et à la rationalisation des locaux d'environ 15 M\$ à 20 M\$ en 2011. Pour le cumul depuis le début de l'exercice 2011, nous avons payé des coûts liés aux indemnités de départ et à la rationalisation des locaux d'un montant de 14,1 M\$.
- Les liquidités serviront aussi à faire face à d'autres engagements, notamment ceux relatifs aux contrats de location simple et d'approvisionnement de matériel et d'autres infrastructures de réseau.

Autres arrangements financiers

Obligations contractuelles

Nos obligations contractuelles demeurent dans l'ensemble inchangées par rapport à celles décrites dans notre rapport de gestion annuel 2010.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Nos principales parties liées demeurent BCE, Bell Canada et Bell Aliant Inc. Pour plus de détails sur nos transactions entre parties liées et sur notre relation avec BCE et Bell Canada, se reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 ainsi qu'à la note 21 de nos états financiers intermédiaires.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Nos états financiers intermédiaires ont été préparés selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, et conformément aux méthodes comptables que nous prévoyons appliquer à nos états financiers pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2011. Ils n'incluent pas toute l'information requise dans les états financiers annuels complets. Avant le premier trimestre de 2011, nos états financiers consolidés annuels et intermédiaires étaient préparés conformément aux PCGR du Canada. L'adoption des IFRS n'a pas eu d'incidence sur notre rendement global, nos décisions stratégiques ou les tendances sous-jacentes à nos activités.

Incidence de la transition aux IFRS

Se reporter à la note 22 de nos états financiers intermédiaires pour obtenir plus de détails sur les exemptions importantes prévues par IFRS 1 que nous avons utilisées, ainsi que sur les rapprochements entre nos résultats de 2010 selon les PCGR du Canada et les résultats de 2010 selon les IFRS. Les rapprochements incluent le total des capitaux propres au 30 juin 2010, ainsi que le résultat net et le résultat global pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2010. Nos méthodes comptables en vertu des IFRS sont présentées à la note 2 de nos états financiers pour le premier trimestre de 2011.

Modifications futures des méthodes comptables

L'IASB a publié plusieurs nouvelles normes, modifications de normes et interprétations qui ne sont pas en vigueur pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2011. Bien que leur adoption anticipée soit permise, elles n'ont pas été appliquées dans la préparation de nos états financiers intermédiaires. Ces normes sont les suivantes :

Informations à fournir – Transfert d'actifs financiers (amendements d'IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir)

Les amendements d'IFRS 7 exigent de fournir des informations supplémentaires concernant le transfert d'actifs financiers, particulièrement lorsqu'un nombre disproportionné de transactions est enregistré à la fin de la période de présentation de l'information financière. Les amendements d'IFRS 7 entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011.

IFRS 9, Instruments financiers

IFRS 9 constitue la première étape du projet en trois étapes de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Elle exige le classement et l'évaluation des actifs financiers soit dans la catégorie du coût amorti, soit dans celle de la juste valeur. IFRS 9 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 10, États financiers consolidés

IFRS 10 s'appuie sur les principes existants et reconnaît que la notion de contrôle constitue le facteur concluant pour déterminer si une entité devrait être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. Cette norme fournit des directives additionnelles aux fins de l'établissement du contrôle lorsqu'il est difficile d'évaluer ce dernier. IFRS 10 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

IFRS 12 exige la présentation d'informations sur toutes les formes de participations détenues dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et les autres entités hors bilan. IFRS 12 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

IFRS 13 établit un cadre unique aux fins de l'évaluation de la juste valeur ainsi que les informations à fournir sur cette évaluation. Elle s'applique lorsqu'une autre IFRS exige ou permet des évaluations de la juste valeur ou des informations à fournir sur ces évaluations, sauf en ce qui concerne les transactions dont le paiement est fondé sur des actions auxquelles s'applique IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, les contrats de location auxquels s'applique IAS 17, *Contrats de location*, et les évaluations qui sont similaires à la juste valeur, mais qui ne correspondent pas à la juste valeur, notamment en ce qui concerne la valeur de réalisation nette, dont il est question dans IAS 2, *Stocks*, ou la valeur d'utilité, dont il est question dans IAS 36, *Dépréciation d'actifs*. IFRS 13 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents (modifications à IAS 12, Impôts sur le résultat)

Les modifications à IAS 12 établissent la présomption du recouvrement de certains actifs et sont considérées pertinentes dans les cas où différentes conséquences fiscales peuvent survenir selon la manière dont les valeurs comptables sont recouvrées. Les modifications à IAS 12 entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012.

Nous évaluons actuellement l'incidence, le cas échéant, que ces nouvelles normes auront sur nos résultats financiers.

MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

Les décisions rendues par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en vertu de la *Loi sur les télécommunications*, de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur la radiocommunication* influent sur nos activités.

Les faits nouveaux concernant la réglementation survenus au deuxième trimestre de 2011, jusqu'au 27 juillet 2011 inclusivement, qui touchent, ou pourraient toucher, nos activités de façon importante comprennent ce qui suit :

Examen de la facturation à l'utilisation pour le service Internet de gros

Le 28 mars 2011, nous et Bell Canada avons conjointement retiré notre proposition de tarifs de facturation à l'utilisation de gros et proposé plutôt l'établissement de tarifs en fonction d'un volume groupé (TVG). Les TVG s'appliqueraient au service Internet de gros fourni dans certaines régions de l'Ontario et du Québec; ils se composent de frais d'accès mensuels et d'un tarif en fonction du volume appliqué à l'ensemble du trafic de gros d'un fournisseur de services Internet (FSI). Les TVG fournissent aux FSI de gros la souplesse voulue pour élaborer leurs propres modèles d'établissement des tarifs pour les services Internet, tout en soutenant le principe fondamental selon lequel ceux qui font un moins grand usage de la capacité du réseau ne devraient pas subventionner ceux qui l'utilisent le plus. Reconnaisant que nous et Bell Canada avons retiré notre proposition de tarifs de facturation à l'utilisation de gros, Vaxination Informatique a, le 28 mars 2011, retiré la pétition présentée au gouverneur en conseil. Une instance avec comparution a été tenue en juillet 2011 pour examiner la proposition des TVG ainsi que les propositions de prix alternatives présentées par d'autres parties. Nous ne nous attendons pas à ce que le CRTC rende une décision avant le quatrième trimestre de 2011.

Examen des régimes d'interconnexion des services locaux, sans fil et interurbains

Le 23 mars 2011, le CRTC a amorcé un examen complet des politiques concernant les questions liées à l'interconnexion des réseaux, qui vise à déterminer dans quelle mesure les régimes d'interconnexion existants peuvent être simplifiés et regroupés.

Le 2 juin 2011, nous et Bell Canada avons conjointement présenté des observations au CRTC. Nous appuyons de façon générale le statu quo pour ce qui est des régimes existants. Nous avons également proposé que l'élaboration d'un régime d'interconnexion IP à IP soit permis aux termes d'ententes commerciales. Le CRTC tiendra une audience publique le 24 octobre 2011 et prévoit publier une décision concernant les questions soulevées dans l'avis au plus tard quatre mois après la fermeture du dossier, le 14 novembre 2011. La décision pourrait avoir une incidence sur les produits et les charges liés aux composantes d'interconnexion des réseaux faisant l'objet de l'instance. Il nous est toutefois impossible de déterminer, à l'heure actuelle, quelles seront pour nous les répercussions de l'examen des régimes d'interconnexion.

Tarifs liés aux structures de soutènement

Tel qu'il en a été question dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, le 2 décembre 2010, le CRTC a approuvé les tarifs révisés liés aux structures de soutènement visant les poteaux des ESLT utilisés par des tiers aux fins de raccordement. Également dans cette décision, le CRTC a amorcé une instance de suivi visant à solliciter les observations des parties au sujet de son avis préliminaire selon lequel le tarif de raccordement aux poteaux de service (c.-à-d. un poteau d'une ESLT auquel un branchement d'abonné est raccordé), qui consistait en un taux effectif nul, devrait être le même que le tarif de raccordement au poteau principal de l'ESLT. Le 4 juillet 2011, le CRTC a

approuvé un tarif de location de poteaux de service qui correspond à notre tarif de location du poteau principal.

Le 30 mars 2011, un consortium d'entreprises de câblodistribution a déposé une demande de révision et de modification visant à réduire les tarifs établis dans la décision de décembre. Aucune décision concernant cette demande n'a encore été publiée.

Tarifs d'interconnexion de l'interurbain de Télébec

Le 14 février 2011, MTS Allstream Inc. a déposé une demande auprès du CRTC en vue de faire réduire les tarifs d'interconnexion de l'interurbain facturés par Télébec et la Société TELUS Communications dans la province de Québec. Télébec a déposé sa réponse le 16 mars 2011 et fourni les renseignements supplémentaires demandés par le CRTC le 26 mai 2011. L'issue de cette instance n'est pas connue à l'heure actuelle.

Mise à jour des coûts aux fins du calcul de la subvention

Le 2 juin 2011, nous avons déposé une demande auprès du CRTC afin que ce dernier approuve une hausse des coûts utilisés pour calculer le montant de la subvention par SAR résidentiel dans les zones de desserte à coût élevé réglementées situées dans certains des territoires que nous desservons. Cette approbation se traduirait par une augmentation des produits tirés des subventions et par une plus grande souplesse aux fins de l'augmentation des tarifs des services locaux dans certaines zones de desserte à coût élevé réglementées, conformément à la Politique réglementaire de télécom CRTC 2011-291, comme il est décrit dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Services de programmation alternatifs

Le 25 mai 2011, le CRTC a amorcé une instance visant à mieux comprendre les répercussions qu'aura la programmation alternative (la programmation fournie par le biais d'Internet) sur le système canadien de radiodiffusion (Avis de consultation de radiodiffusion et de télécom CRTC 2011-344). Les radiodiffuseurs en ligne, tant au pays qu'à l'étranger, ne sont pas, à l'heure actuelle, assujettis à la réglementation en matière de radiodiffusion, conformément à l'ordonnance d'exemption du CRTC relative aux nouveaux médias, tandis que les entreprises de programmation et de distribution conventionnelles continuent d'être assujetties à des obligations réglementaires en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* et des règlements connexes.

Le 5 juillet 2011, nous et Bell Canada avons conjointement déposé des observations auprès du CRTC, enjoignant ce dernier d'amorcer une instance visant l'établissement d'un cadre de réglementation plus symétrique.

Abstention de réglementation

Le 28 juin 2011, nous avons déposé des demandes auprès du CRTC pour obtenir une abstention de réglementation pour les entreprises de services locaux dans 138 circonscriptions au Canada atlantique.

HYPOTHÈSES FORMULÉES LORS DE LA PRÉPARATION DES INFORMATIONS PROSPECTIVES ET RISQUES POUVANT AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS ET NOS RÉSULTATS

Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives

Les déclarations prospectives effectuées dans le présent rapport de gestion s'appuient sur un certain nombre d'hypothèses qui, à notre avis, étaient raisonnables au moment où nous avons fait ces déclarations prospectives. Nous avons pris en compte certains facteurs et fait certaines hypothèses lors de la préparation de nos cibles révisées pour 2011, comme il est précisé à la rubrique « Cibles révisées pour 2011 », et pour présenter les informations prospectives dont il est question dans le présent rapport de gestion. Les principales hypothèses relatives au marché, à l'exploitation et aux résultats financiers sont décrites dans la section qui suit.

Hypothèses relatives au marché, à l'exploitation et aux résultats financiers

Les variations des produits opérationnels d'un exercice à l'autre dans les principales catégories de produits seront plus favorables que celles enregistrées en 2010, principalement en raison de la migration de nos clients vers les services de plus grande valeur et des mesures d'établissement des prix. L'incidence sur les produits des décisions du CRTC prises à la fin de 2010 et au début de 2011 relativement aux produits tirés de contributions et aux frais de raccordement aux poteaux donneront lieu à un rythme moins soutenu dans la diminution des produits en 2011 que celui initialement prévu.

La concurrence demeurera forte sur les marchés d'affaires et résidentiel; l'élargissement de la zone de couverture pour les services de téléphonie par câble fera passer celle-ci de 71 %, actuellement, à un sommet de 75 % à 80 % au cours des prochaines années. La diminution nette du nombre de nos clients des SAR sera comparable à celle enregistrée en 2010. L'accroissement net du nombre d'abonnés à nos services Internet haute vitesse sera sensiblement inférieur à celui de 2010.

La substitution par le sans-fil pour les services de transmission de la voix s'accroîtra sur nos territoires, mais continuera d'être à la traîne par rapport à d'autres régions du Canada.

Nous investirons 350 M\$ dans la technologie FTTH entre 2011 et 2012, afin de donner accès à cette technologie à plus de 600 000 foyers et entreprises d'ici la fin de 2012, ce qui devrait faire progresser le total de nos PMC pour le marché résidentiel et générer une croissance importante du nombre d'abonnés des services de télévision et des produits opérationnels. Les réductions de coûts se poursuivront en 2011, mais à un rythme moins soutenu qu'au cours des dernières années.

La charge de retraite en vertu des IFRS se situera entre 60 M\$ et 65 M\$ en 2011, en tenant compte d'un taux d'actualisation de 5,3 % et d'un taux de rendement à long terme des actifs des régimes de 6,1 %, comparativement à une charge de retraite retraitée en vertu des IFRS de 53 M\$ pour 2010. Le financement des coûts des services rendus en vertu des régimes de retraite s'élèvera entre 65 M\$ et 75 M\$, comparativement à 69 M\$ en 2010. Nos besoins liés à la capitalisation du déficit des régimes de retraite se situeront entre 105 M\$ et 110 M\$, comparativement à 86 M\$ en 2010. En plus de la cotisation forfaitaire de 200 M\$ aux régimes de retraite, nous verserons une cotisation régulière de 25 M\$ à 50 M\$ au titre de la capitalisation en espèces du déficit des régimes de retraite, ce qui se rapproche de nos besoins en capitalisation prévus selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation pour 2011.

Le bénéfice imposable devrait être assujéti à un taux d'imposition des sociétés fédéral-provincial harmonisé de 29 % en 2011, lequel devrait diminuer pour s'établir à 27 % d'ici 2013, et la charge d'impôt sur le résultat pour 2011 devrait s'établir environ entre 135 M\$ et 145 M\$. Grâce à l'utilisation des reports en avant accumulés de pertes fiscales, le montant de l'impôt en espèces que nous paierons en 2011 et en 2012 sera minime.

Notre dotation aux amortissements se situera entre 625 M\$ et 640 M\$ en 2011, compte tenu d'un amortissement des immobilisations incorporelles d'environ 145 M\$ à 150 M\$.

Les dividendes que nous versons devraient se qualifier comme dividendes admissibles, donnant le droit aux particuliers résidents canadiens qui les reçoivent de profiter du mécanisme de majoration des dividendes et de crédit fiscal qui viendra réduire l'impôt sur le résultat qui serait autrement exigible.

Cibles révisées pour 2011

Selon les résultats solides du cumul depuis le début de l'exercice et les dernières attentes quant au solde de l'exercice, nous avons augmenté nos cibles financières pour 2011 pour les produits opérationnels et maintenu nos cibles pour le BAIIA, les flux de trésorerie disponibles et le RPA ajusté. En outre, nous avons indiqué que nous nous attendions désormais à ce que nos dépenses en immobilisations pour 2011 atteignent la partie supérieure de la fourchette de notre cible initiale.

	Cibles pour 2011 publiées en février 2011	Cibles révisées pour 2011 publiées en juillet 2011
Produits opérationnels	2 650 M\$ à 2 750 M\$	2 720 M\$ à 2 780 M\$
BAlIA ² avant charge au titre des régimes de retraite	1 360 M\$ à 1 400 M\$	inchangée
BAlIA ² après charge au titre des régimes de retraite	1 300 M\$ à 1 340 M\$	inchangée
Dépenses d'investissement	520 M\$ à 560 M\$	inchangée
Flux de trésorerie disponibles ²	525 M\$ à 575 M\$ ¹	inchangée
Résultat par action avant amortissement de la répartition du prix d'achat ³	1,60 \$ à 1,80 \$	inchangée

1. Exclut la cotisation forfaitaire de 200 M\$ aux régimes de retraite.

2. Le BAlIA et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

3. Nous estimons que l'amortissement de la répartition du prix d'achat en 2011 se situera environ entre 90 M\$ et 95 M\$ avant impôt, et que le résultat par action incluant l'incidence après impôt de ce montant pour 2011 s'établira environ entre 1,30 \$ et 1,50 \$.

Gestion des risques

Nous savons que nous sommes exposés à un certain nombre de risques dans le cours normal de nos activités qui pourraient avoir une incidence défavorable sur notre situation financière ou nos résultats opérationnels. Se reporter à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et à notre notice annuelle 2010 pour la liste des risques importants auxquels, à notre avis, nous sommes exposés. La liste des risques mentionnés ci-dessous n'est pas exhaustive étant donné qu'il peut y avoir d'autres risques dont nous n'avons pas connaissance actuellement ou qui, selon nous, n'ont actuellement pas d'incidence importante sur nos activités consolidées, mais pourraient en avoir.

Au cours des premier et deuxième trimestres de 2011, nous n'avons pas repéré de changement important dans la nature des risques auxquels nous sommes exposés dans le cadre de nos activités courantes, tel qu'il est décrit dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et dans notre notice annuelle 2010. Nous avons fourni des mises à jour à l'égard de notre cadre réglementaire et de notre contexte concurrentiel aux rubriques « Modifications réglementaires » et « État de la concurrence ».

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

En plus de présenter nos résultats conformément aux IFRS, nous utilisons certaines mesures financières non définies par les IFRS comme indicateurs supplémentaires de notre performance opérationnelle et de notre situation financière à des fins de planification interne. Ces mesures non définies par les IFRS incluent :

- le BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements);
- la marge du BAIIA;
- les flux de trésorerie disponibles;
- le RPA ajusté de Bell Aliant Inc.

Les termes ci-dessus n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS. Il est donc peu probable qu'ils puissent être comparés à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs assujettis. Le BAIIA, la marge du BAIIA, les flux de trésorerie disponibles et le RPA ajusté de Bell Aliant Inc. sont présentés sur la même base d'une période à l'autre.

BAIIA

Nous définissons le BAIIA comme les produits opérationnels moins les charges opérationnelles; par conséquent, ce terme désigne le résultat opérationnel avant la dotation aux amortissements et les coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts. Le résultat opérationnel est calculé avant la déduction de la charge financière nette et de l'impôt.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net, du résultat opérationnel et du BAIIA sur une base consolidée.

<i>Pour les périodes closes les 30 juin</i> <i>(en millions de dollars)</i>	T2		Cumul depuis le début de l'exercice	
	2011	2010	2011	2010
Résultat net	86,6 \$	68,7 \$	172,0 \$	317,3 \$
Ajouter : Charge financière nette	43,1	47,0	85,3	93,8
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	52,4	-	104,7
Perte (profit) à la réévaluation des parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	1,5	-	(187,7)
Autres charges	6,1	0,8	6,2	3,4
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	39,0	(8,9)	78,9	(12,6)
Perte nette liée aux activités abandonnées	0,8	2,3	4,2	1,7
Résultat opérationnel	175,6 \$	163,8 \$	346,6 \$	320,6 \$
Ajouter : Amortissements	156,5	175,8	310,3	346,5
Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts	1,4	3,4	5,9	14,6
BAIIA	333,5 \$	343,0 \$	662,8 \$	681,7 \$

Nous utilisons le BAIIA, entre autres mesures, pour évaluer le rendement opérationnel de nos activités courantes avant l'incidence des intérêts, de l'impôt, de la dotation aux amortissements et des coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts. Nous excluons la dotation aux amortissements étant donné que ces éléments sont principalement fonction des méthodes comptables et des hypothèses utilisées par une société ainsi que de facteurs non opérationnels comme le coût historique des immobilisations. Nous excluons ces éléments parce qu'ils ont une incidence sur la comparabilité de nos résultats financiers et peuvent éventuellement donner une représentation fautive de l'analyse des tendances en matière de rendement de l'entreprise.

Le BAIIA permet une comparaison uniforme de notre performance opérationnelle. À notre avis, certains investisseurs et analystes utilisent cette mesure pour évaluer notre capacité de payer les intérêts sur notre dette, de verser des dividendes aux actionnaires et de respecter nos autres obligations de paiement, et comme outil d'évaluation commun dans le secteur des télécommunications. Le BAIIA ne doit pas être confondu avec le résultat net ou le résultat opérationnel, qui sont les mesures définies par les IFRS les plus comparables.

La marge du BAIIA est définie comme le BAIIA en pourcentage de nos produits opérationnels.

Flux de trésorerie disponibles

Nous définissons les flux de trésorerie disponibles comme les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles moins les dépenses d'investissement. Étant donné que nos activités soutiennent ultimement le versement des dividendes aux actionnaires de Bell Aliant Inc., les flux de trésorerie disponibles combinent notre rendement au chapitre des liquidités et celui de Bell Aliant Inc. Nous présentons les flux de trésorerie disponibles compte tenu et compte non tenu de la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite effectuée au premier trimestre de 2011, car la cotisation était exceptionnelle et financée par le produit d'une émission d'actions privilégiées par une filiale, et non par les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Le tableau ci-après présente un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des flux de trésorerie disponibles.

<i>Pour les périodes closes les 30 juin</i> <i>(en millions de dollars)</i>	T2		Cumul depuis le début de l'exercice	
	2011	2010	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	345,7 \$	306,6 \$	353,3 \$	457,6 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de Bell Aliant Inc.	(1,1)	(1,8)	(1,1)	(1,8)
Total des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	344,6 \$	304,8 \$	352,2 \$	455,8 \$
Dépenses d'investissement	(154,0)	(124,3)	(273,5)	(218,6)
Flux de trésorerie disponibles	190,6 \$	180,5 \$	78,7 \$	237,2 \$
Cotisation forfaitaire aux régimes de retraite	-	-	200,0	-
Flux de trésorerie disponibles avant la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite	190,6 \$	180,5 \$	278,7 \$	237,2 \$

À notre avis, certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer notre capacité à verser des dividendes aux actionnaires, à payer les intérêts sur notre dette et à respecter nos autres obligations de paiement, et comme outil d'évaluation commun dans notre secteur.

Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être confondus avec les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, qui sont la mesure financière définie par les IFRS la plus comparable.

RPA ajusté de Bell Aliant Inc.

Nous définissons le RPA ajusté de Bell Aliant Inc. comme le RPA dilué de Bell Aliant Inc., ajusté pour tenir compte de l'incidence par action après impôt de l'amortissement des montants liés à la répartition du prix d'achat, lesquels représentent les ajustements au coût historique des immobilisations corporelles et incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises.

Le tableau suivant présente un rapprochement du RPA dilué et du RPA ajusté de Bell Aliant Inc.

<i>Pour la période close le 30 juin 2011 (en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>	T2		Cumul depuis le début de l'exercice	
	Montant	Par action	Montant	Par action
Résultat dilué par action de Bell Aliant Inc.		0,36 \$		0,73 \$
Amortissement de la répartition du prix d'achat, déduction faite de l'impôt sur le résultat	16,6 \$	0,07	33,3 \$	0,14
Résultat ajusté par action de Bell Aliant Inc.		0,43 \$		0,87 \$

Nous utilisons le RPA ajusté de Bell Aliant Inc., entre autres mesures, pour évaluer la tranche du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Bell Aliant Inc. qui provient de notre performance opérationnelle, compte non tenu de l'incidence après impôt de l'amortissement de la répartition du prix d'achat. Nous excluons cet élément, car l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées à des relations clients acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises antérieurs se rapporte à des actifs qui ne seront pas, pour la plupart, remplacés au moyen de dépenses d'investissement futures. Les coûts futurs engagés relativement à l'acquisition de nouveaux abonnés ou à la fidélisation des abonnés existants sont pris en compte dans les charges opérationnelles courantes. Nous excluons cet élément parce qu'il a une incidence sur la comparabilité de nos résultats financiers et de ceux de Bell Aliant Inc. et peut éventuellement donner une représentation fautive de l'analyse des tendances en matière de rendement de l'entreprise. L'exclusion de cet élément ne signifie pas qu'il est non récurrent.

À notre avis, certains investisseurs et analystes utilisent cette mesure pour évaluer la capacité de Bell Aliant Inc. de verser des dividendes, lesquels dépendent entièrement de nos propres dividendes, et comme outil d'évaluation commun dans notre secteur.

Le RPA ajusté de Bell Aliant Inc. ne doit pas être confondu avec le RPA dilué, qui est la mesure financière définie par les IFRS la plus comparable.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du deuxième trimestre de 2011 qui aurait eu une incidence importante ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre système de contrôle interne à l'égard de l'information financière.